

Général Gnassingbé Eyadema

Cet homme de paix a été honoré pour la 21ème fois par les Togolais

Les souvenirs du général Gnassingbé Eyadema demeurent vivaces dans la mémoire collective du peuple togolais. À l'occasion du 21ème anniversaire de son rappel à Dieu, cet homme de paix et artisan de l'unité nationale a été honoré à travers des prières œcuméniques et musulmanes organisées le 5 février 2026 ...



PAGE 3

DIGITAL



Afrique/Télécommunication

Ce qu'il faut savoir sur le Conseil africain sur l'IA

Cina Lawson, ministre de l'Efficacité du service public et de la Transformation numérique, a été nommée au Conseil africain sur l'intelligence artificielle (IA) en novembre 2025. Ce nouvel organe de l'Alliance pour une Afrique intelligente se veut un soutien déterminant ...

PAGE 9

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Kpéka Massa-Abalo reconnaît les bienfaits du produit AGRISEF

Atakpamé dans la région des plateaux est la ville où nous déposons ce mercredi, une fois de plus nos valises pour partager avec vous les témoignages d'un bénéficiaire du produit "Accès des Agriculteurs aux ...

PAGE 2



Agriculture

« Il est impératif d'atteindre la souveraineté alimentaire »

Déterminé à faire de l'agriculture un secteur à haute valeur ajoutée, moteur de croissance et de création de richesse, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a poursuivi, le 1er février 2026, sa série de rencontres de proximité avec les producteurs agricoles des Zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP), ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Togo : le PDiMa va connecter 136 bâtiments municipaux

Au Togo, la transformation numérique passe par les collectivités. Le Projet de Digitalisation des Mairies (PDiMa), financé par la KfW, vise à connecter 136 bâtiments municipaux correspondant à 100% des mairies du pays.

L'ambition dépasse les hôtels de ville. Le programme prévoit la connexion de 1488 établissements scolaires publics, soit 22% des écoles touchant 760 000 élèves, et 253 centres de santé représentant 30% des formations sanitaires publiques. Ces infrastructures serviront de points d'ancrage pour étendre la connectivité haut débit aux ménages et entreprises situés à proximité.

Le volet formation est d'ampleur : 100 000 bénéficiaires des programmes de la Digital Academy, 700 000 utilisateurs du réseau de connaissances et l'incubation de 150 start-ups.

Un appel d'offres a été lancé pour la conception et l'installation de réseaux... incluant la fourniture d'Indefeasible Rights of Use (IRU). L'Unité de Gestion du Projet pilotera l'exécution du projet sur deux ans.

FINANCEMENT

Investissement

Point de départ d'une stratégie nationale pour mobiliser la diaspora togolaise

PAGE 5

Togo / Climat des affaires

Des réformes numériques qui redessinent le commerce et la sécurité des investissements

L'élan d'amélioration du climat des affaires amorcé depuis quelques années se consolide dans le temps. La dématérialisation n'est plus une promesse mais une réalité opérationnelle. Elle se traduit par la digitalisation de plusieurs services, notamment ...



PAGE 5



SOMMAIRE

Nigéria/Djihadisme
Abuja reçoit un renfort de Donald Trump pour
lutter contre le djihadisme



P 4

Investissement
Point de départ d'une stratégie nationale pour
mobiliser la diaspora togolaise



P 5

CAN 2025
Des supporters sénégalais détenus au Maroc en
grève de faim



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Kpéka Massa-Abalo reconnaît les bienfaits du produit AGRISEF

Atakpamé dans la région des plateaux est la ville où nous déposons ce mercredi, une fois de plus nos valises pour partager avec vous les témoignages d'un bénéficiaire du produit "Accès des Agriculteurs aux Services Financiers" (AGRISEF) du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). La trentaine, Kpéka Massa-Abalo a fructifié le crédit AGRISEF d'un montant de 100.000 FCFA en exploitant une petite superficie de culture d'arachides. Retour sur le parcours de notre heureux bénéficiaire.

Dans la région des plateaux et notamment à Atakpamé, la ville aux sept collines, nombreux sont les jeunes vaillants qui ont obtenu le crédit AGRISEF pour démarrer ou consolider des activités agricoles. Parmi eux, KPEKA Massa-abalo qui se réjouit aujourd'hui du fait que le FNFI lui a permis de concrétiser son rêve qui était celui de cultiver les arachides.



Kpéka Massa-abalo

"Avoir une idée d'exercice d'une activité génératrice

de revenus et ne pas avoir les moyens surtout

goulot d'étranglement que plusieurs initiatives,

à l'instar du FNFI existent afin de donner un coup de pouce financier aux jeunes et femmes dans le besoin. C'est ainsi que lorsque j'ai assez muri mon idée d'exploitation de champ d'arachides, et vu que j'avais déjà une superficie cultivable, je me suis simplement rapproché de COOPEC ILLEMA qui est une microfinance partenaire du FNFI dans la région des plateaux. C'est justement un des agents de crédit qui m'a donc informé que le produit AGRISEF était justement destiné à nous jeunes agriculteurs qui voulons nous lancer dans l'exploitation agricole.

Et c'est en ce moment que je me suis dit que je devais saisir ma chance pour tenter d'obtenir le crédit tant attendu".

Et justement le FNFI dans son partenariat avec les 26 Prestataires de Services Financiers partenaires ont facilité le processus d'octroi de microcrédit afin de permettre aux personnes de bonnes foi qui en font la demande de pouvoir obtenir le microcrédit dans les délais.

"Une fois que je me

sui donné toutes les chances de pouvoir obtenir le microcrédit, j'ai alors commencé à remplir une à une toutes les conditions exigées pour obtenir le crédit. Constitution d'un groupe solidaire, formation technique et axée sur la gestion financière puis enfin octroi de microcrédit. J'ai alors obtenu une première tranche de 100.000FCFA qui m'a permis de pouvoir acheter les kits d'outillage, les intrants et les semences. Et c'est donc le résultat que vous voyez après seulement quelques mois de fructification du crédit. Avec la superficie que j'ai exploitée, je compte à terme obtenir plusieurs sacs d'arachides que je vendrai non seulement en gros mais aussi en détails.

Je reste convaincu que je dégagerai assez de revenus pour faire face à mon quotidien et à celui de ma famille. Pour l'heure, je suis très épanoui car le FNFI m'a donc permis de réaliser mon rêve et de m'épanouir jour après jours."

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Agriculture

« Il est impératif d’atteindre la souveraineté alimentaire »

Déterminé à faire de l’agriculture un secteur à haute valeur ajoutée, moteur de croissance et de création de richesse, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a poursuivi, le 1er février 2026, sa série de rencontres de proximité avec les producteurs agricoles des Zones d’aménagement agricole planifiées (ZAAP), dans les préfectures de Dankpen et de la Binah, au nord du pays.

À Guérin-Kouka, dans la préfecture de Dankpen, le président du Conseil s’est rendu au Centre de transformation agricole (CTA) où il a échangé avec les exploitants des ZAAP sur les réalités du terrain, les difficultés rencontrées et les pistes de solutions pour accélérer le développement du secteur agricole dans une démarche inclusive.

« Ces rencontres ont pour finalité d’identifier ensemble des solutions aux défis auxquels les Togolais sont confrontés. Le gouvernement seul ne détient pas toutes les réponses. Vous, producteurs agricoles, n’avez pas nécessairement la solution complète non plus. Mais nous partageons un objectif commun : produire, nourrir et subvenir aux besoins de vos familles », a-t-il déclaré. Le chef du gouvernement

a réaffirmé sa vision de professionnalisation des ZAAP, afin d’améliorer durablement les conditions de vie des producteurs et de renforcer la stratégie nationale d’autosuffisance et de souveraineté alimentaires.

« Au-delà de la sécurité alimentaire, il est impératif d’atteindre la souveraineté alimentaire. Les produits importés sont financés par l’argent des Togolais, lequel profite à d’autres pays. Or, notre pays a la capacité de produire suffisamment pour nourrir sa population », a-t-il insisté.

Pour matérialiser cet engagement, Faure Gnassingbé a procédé à la remise d’équipements agricoles, notamment 12 tracteurs et 12 motoculteurs, aux exploitants agricoles du CTA de Guérin-Kouka. Dans la même journée, il a poursuivi ses échanges avec les producteurs agricoles de la préfecture de la Binah, notamment à Tchikawa, où il a été chaleureusement accueilli par les acteurs locaux. Satisfait des avancées enregistrées sur les huit ZAAP que compte la localité,

le président du Conseil a félicité les producteurs pour leur rôle pionnier et les résultats obtenus en matière d’autosuffisance alimentaire.

Réitérant sa vision d’une nouvelle agriculture togolaise, fondée sur la réduction de la pauvreté en milieu rural, le président Faure Gnassingbé a



Faure Gnassingbé (à droite), et un responsable local (Crédit photo : présidence du Conseil)

encouragé les producteurs de la Binah, et plus largement l’ensemble des agriculteurs togolais, à poursuivre leurs efforts afin d’inspirer d’autres initiatives similaires.

Il a réaffirmé sa détermination à soutenir les exploitants agricoles à travers la promotion des

ZAAP, la mécanisation agricole et la mise en place continue d’infrastructures socio-économiques de base. À cet effet, d’importants lots d’équipements et de matériels agricoles ont également été mis à la disposition des ZAAP de la Binah.

Que ce soit à Guérin Kouka ou à Tchikawa, les

Ces deux préfectures sont dotées de Centres de transformation agricole (CTA), l’une des trois composantes de l’écosystème de l’Agropole de Kara, assurant l’agrégation des productions, la fourniture de services financiers et non financiers, ainsi que le prétraitement des produits agricoles.

Au nom du gouvernement, le ministre de l’Agriculture, Antoine Lékpa Gbégbéni les a exhortés à travailler dans l’unité et la solidarité, à respecter les conditions des programmes de soutien et à assurer une bonne maintenance des équipements reçus.

Les préfectures de Dankpen et de la Binah comptent respectivement 16 et 8 ZAAP. À ce jour, le Togo dispose de 231 ZAAP, dont une vingtaine de ZAAP d’excellence sur l’ensemble du territoire national, confirmant l’ambition du pays de devenir un pôle d’excellence agricole et d’exportation en Afrique de l’Ouest.

Edem Dadzie

Général Gnassingbé Eyadema

Cet homme de paix a été honoré pour la 21ème fois par les Togolais

Les souvenirs du général Gnassingbé Eyadema demeurent vivaces dans la mémoire collective du peuple togolais. À l’occasion du 21ème anniversaire de son rappel à Dieu, cet homme de paix et artisan de l’unité nationale a été honoré à travers des prières œcuméniques et musulmanes organisées le 5 février 2026 au palais des congrès de Kara, en présence du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

Il avait à ses côtés les présidents des institutions de la République, des membres du gouvernement, des députés à l’Assemblée nationale, les représentants du corps diplomatique, les membres de la famille éplorée, les autorités militaires, administratives, religieuses, traditionnelles et les forces vives de la nation venues de tous les coins du pays.

Ce moment de recueillement a permis d’implorer le repos éternel de l’âme du père de la nation et de formuler des vœux de paix, de cohésion nationale et de stabilité pour le Togo. Au cours de la prière œcuménique, réunissant les confessions catholique et évangélique

presbytérienne, les officiants ont prié pour le repos éternel de l’âme de l’illustre disparu.

Ils ont exhorté les fidèles à cultiver l’amour de la patrie et à œuvrer pour l’unité nationale, gages de la construction et de



Le président du Conseil (au milieu), et son entourage durant la cérémonie (Crédit photo : présidence du Conseil)

la transformation du pays sous la protection divine. Des lectures de textes bibliques ainsi que les prestations de plusieurs chorales ont ponctué cette célébration œcuménique. S’ensuivit la prière musulmane. Les officiants ont rendu un vibrant hommage au feu président Gnassingbé Eyadema, père

de la nation. Dans leurs invocations, ils ont rappelé la dimension spirituelle, humaine, politique et diplomatique de l’illustre disparu.

« Il y a de cela 21 ans qu’il a plu au créateur Allah de rappeler à lui le père de

la nation togolaise, feu président Gnassingbé Eyadema, au moment où le peuple togolais s’y attendait le moins. Le président Eyadema nous a quittés, vêtu de plusieurs qualités morales aux multiples dimensions. Diplomate de l’amitié, de la fraternité et des relations de bon voisinage, convaincu que

seules la paix et l’entente entre les États peuvent garantir le bien-être des peuples, c’est un tel homme et ce messager que nous pleurons aujourd’hui ».

Poursuivant leur message, les officiants musulmans ont souligné le caractère providentiel du général Eyadema pour le Togo et pour l’Afrique.

« Papa Eyadema a été un homme providentiel pour le Togo. Ses qualités humaines exceptionnelles nous enseignent non seulement la grande valeur de la paix et l’intérêt de la préserver, mais aussi et surtout la nécessité de maintenir la cohésion nationale et de poursuivre la consolidation du patriotisme et de la souveraineté de nos États ». Dans un contexte international marqué par de profondes mutations, ils ont formulé les vœux de paix et de santé à l’endroit du président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé qui s’investit pour la consolidation de

la stabilité au Togo et en Afrique notamment dans la région des Grands Lacs.

Par son sens de sacrifice, ses actions déterminantes, son ferme engagement pour l’intégration sous régionale et africaine, le président Eyadema a marqué son époque et reste un visionnaire inoubliable qui demeure une référence pour toutes les générations.

Il a su mettre de nombreux peuples à l’abri des guerres fratricides, des conflits larvés ou ouverts entre pays avec leurs effets pervers. Toutes ces initiatives reconnues et saluées par les acteurs épris de paix et de développement économique et social lui ont valu de nombreuses distinctions honorifiques. Aujourd’hui, la nation togolaise et le reste du monde lui sont reconnaissants et lui rendent un hommage mérité.

TM

Côte d'Ivoire/Accusation de Tiani
Attaque de l'aéroport à Niamey : Abidjan réclame des preuves de son implication

L'attaque visant l'aéroport international Diori Hamani de Niamey a ravivé les tensions diplomatiques déjà vives entre le Niger et certains de ses partenaires régionaux. En cause : les accusations publiques du général Abdourahamane Tiani, chef du régime militaire nigérien, qui a mis en cause, sans en fournir la démonstration, une implication extérieure dans cette attaque, évoquant notamment la Côte d'Ivoire.

Face à ces allégations, Abidjan a opté pour une réponse mesurée mais ferme. Les autorités ivoiriennes ont officiellement rejeté toute implication dans des actions de déstabilisation du Niger, tout en réclamant des preuves concrètes et vérifiables à l'appui de ces accusations. Une posture qui s'inscrit dans une ligne diplomatique constante : refus des procès d'intention, attachement au droit international et à la coopération sécuritaire régionale.



Cette réaction contraste avec le ton offensif adopté par les autorités nigériennes depuis le coup d'État de juillet 2023. Le régime de

Niamey, engagé dans une stratégie de rupture avec ses anciens partenaires occidentaux et régionaux, multiplie les dénonciations publiques, souvent sans communication détaillée sur les éléments factuels ou judiciaires étayant ses affirmations. Une approche qui alimente l'inquiétude quant à l'instrumentalisation de la menace sécuritaire à des fins de légitimation politique interne.

Au-delà de la Côte d'Ivoire, d'autres pays de la sous-région, dont le Bénin, ainsi que la France, ont été indirectement visés ou mentionnés dans le narratif sécuritaire développé par les autorités nigériennes. Tous ont, à des degrés divers, opposé une ligne similaire : démentis formels, appel à la responsabilité étatique et exigence de preuves. Dans un contexte

sahélien marqué par la persistance des groupes armés, la fragilité des dispositifs de sécurité et la recomposition des alliances, ces accusations croisées risquent d'affaiblir davantage les mécanismes de coopération régionale, pourtant essentiels face à une menace transfrontalière par nature.

En réclamant des éléments tangibles plutôt qu'en s'engageant dans une escalade verbale, Abidjan semble vouloir préserver les canaux diplomatiques ouverts, tout en se démarquant d'un climat de suspicion généralisée. Reste à savoir si Niamey acceptera de déplacer le débat du registre politique vers celui de la preuve et de la coopération sécuritaire, condition indispensable à toute désescalade durable.

T.M.

Nigéria/Djihadisme
Abuja reçoit un renfort de Donald Trump pour lutter contre le djihadisme

Les États-Unis ont confirmé le déploiement d'une petite équipe militaire au Nigeria, dans un contexte de recrudescence des violences djihadistes et de renforcement de la coopération sécuritaire entre Washington et Abuja. L'annonce a été faite mardi 3 février par le général Dagvin R. M. Anderson, commandant du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (Africa), lors d'une conférence de presse virtuelle.

Africom, cette équipe américaine apporte des « compétences uniques » destinées à appuyer les efforts engagés de longue date par l'armée nigérienne face aux groupes djihadistes actifs sur son territoire. La décision américaine s'inscrit dans un contexte sécuritaire tendu. Fin

à un soutien déjà existant, incluant le partage de renseignements et la fourniture de matériel militaire, selon des informations communiquées précédemment à l'Agence France-Presse. Les autorités américaines concentrent leur appui sur deux zones

(Isware), ainsi que le nord-ouest, où les violences armées se sont intensifiées ces dernières années.

Ce renforcement militaire survient toutefois dans un climat politique et diplomatique délicat. Le président américain Donald Trump a récemment affirmé que les chrétiens

nombreux experts, qui soulignent que les violences frappent indistinctement populations chrétiennes et musulmanes.

Pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria est presque également partagé entre un nord majoritairement musulman et un sud à dominante chrétienne. Si la cohabitation demeure globalement pacifique pour des millions de Nigériens, les clivages religieux et ethniques restent un facteur de sensibilité majeure dans un pays marqué par des violences confessionnelles récurrentes.

En optant pour une « collaboration accrue » plutôt qu'un engagement massif, Washington semble vouloir renforcer l'efficacité des forces nigériennes sans s'exposer à une implication directe prolongée. Une approche prudente, à l'heure où la lutte contre le djihadisme en Afrique de l'Ouest demeure un défi sécuritaire majeur, aux répercussions régionales et internationales.

T.M.



Ce déploiement, dont les contours opérationnels n'ont pas été détaillés, intervient après plusieurs semaines de discussions diplomatiques et militaires entre les deux pays. Selon

décembre, Washington a mené des frappes ciblées contre des positions du groupe État islamique dans l'État de Sokoto, au nord-ouest du Nigeria. Ces opérations s'ajoutent

particulièrement instables : le nord-est du Nigeria, théâtre depuis 2009 de l'insurrection de Boko Haram et de sa faction dissidente, l'État islamique en Afrique de l'Ouest

du Nigeria étaient victimes de « persécutions » et d'un « génocide » perpétré par des « terroristes ». Des propos vigoureusement contestés par les autorités nigériennes et par de

Togo / Climat des affaires

Des réformes numériques qui redessinent le commerce et la sécurité des investissements

L'élan d'amélioration du climat des affaires amorcé depuis quelques années se consolide dans le temps. La dématérialisation n'est plus une promesse mais une réalité opérationnelle. Elle se traduit par la digitalisation de plusieurs services, , notamment les procédures d'insolvabilité, ainsi que des certificats phytosanitaires et le certificat d'origine. Ces réalisations sont un tournant pour les opérateurs économiques dans leurs démarches quotidiennes.

Le commerce extérieur change de visage. Au Togo, le nouveau portail commercial "Togo Trade", permet d'accéder aux procédures d'import/

export/transit et aux réglementations du commerce international. L'information n'est plus dispersée mais centralisée, accessible et plus structurée. Au cœur de cette modernisation, le Guichet Unique ; « le Guichet unique des formalités et de délivrance des documents du commerce international (Guford), guichet unique maritime est opérationnel. Une interface unique permettant moins de déplacements et plus de transparence. La réforme pénètre le système judiciaire

économique. Au Togo, les procédures d'insolvabilité sont totalement digitalisées, permettant le dépôt et le suivi des dossiers en ligne, ainsi que des échanges sécurisés. La sécurité juridique s'en trouve renforcée et les investisseurs observent et opèrent des choix stratégiques. Même l'arbitrage se modernise. Au Togo, une nouvelle plateforme en ligne pour l'arbitrage à la CATO : dépôt et téléchargement de documents, échanges entre parties et audiences en visioconférence. Tout en un seul endroit. Le règlement des différends gagne ainsi en fluidité et en efficacité. Dans le même élan, la sécurité des infrastructures devient une priorité. Le contrôle technique des installations électriques externes et

internes est désormais encadré afin de garantir la sécurité des branchements électriques. Construire mieux, c'est aussi cela, améliorer le climat des affaires. Derrière cette dynamique, une volonté affirmée. Dans l'objectif de maintenir le cap des réformes et

poursuit la concrétisation des réformes. Avec ses partenaires du secteur privé et du public, elle veille à la cohérence et à l'efficacité de ces réformes. Toutes ces actions témoignent de la vision de Faure Gnassingbé de faire du Togo un vivier d'investissement. Elles



sous le leadership du président du Conseil, la Cellule climat des affaires, en collaboration avec les ministères sectoriels,

concourent à la création de la richesse, à l'emploi des jeunes et au bien-être des populations togolaises.

La Rédaction

PIP 2027-2029

Le Togo redessine la carte de ses priorités d'investissement

Pour l'élaboration du Programme d'Investissement Public 2027-2029, les principaux acteurs de la planification et de la gestion des finances publiques se sont retrouvés, ce 04 février à Lomé.



Cette programmation intervient dans un contexte de transition, marqué par la fin de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 et les réflexions sur la prochaine stratégie nationale de développement. Au cœur de ces réflexions, il ne s'agissait pas d'empiler des projets mais de les trier et de les jauger. L'objectif est de viser l'amélioration de la qualité de la dépense publique et de retenir des projets à fort impact sur la vie des populations. Le PIP devient un filtre et un révélateur de priorités. Paneto Bèguédouwè, secrétaire général du ministère de la planification du développement, a fixé le cadre : « Il est impératif que le PIP 2027-2029 que nous nous apprêtons à élaborer soit aligné parfaitement sur les orientations stratégiques du président du Conseil et qu'il réponde aux critères du manuel de procédures pour la sélection, la hiérarchisation et la programmation des projets d'investissement public ». Le message est limpide. Rigueur. Méthode. Cohérence. Car le Togo n'arrive pas à cette étape sans bagage. Le pays a engagé des efforts soutenus pour consolider ses finances publiques tout en poursuivant des investissements dans les secteurs clés du développement économique et social. Le PIP 2027-2029 devra faire mieux que planifier. Il devra orienter et investir l'argent public là où les vies peuvent être réellement impactées.

Edy Alley

Investissement

Point de départ d'une stratégie nationale pour mobiliser la diaspora togolaise

Ils vivent à Paris, Montréal, Bruxelles, Lagos ou dans bien d'autres villes encore. Mais leur attachement au pays reste profond et leur potentiel économique, lui, attend encore d'être pleinement organisé. C'est précisément ce chantier que le Togo a ouvert la semaine dernière à Kpalimé. Cette démarche vise à mobiliser les capacités d'investissements de la diaspora togolaise.

s'inscrivent dans le projet « Rationaliser l'engagement de la diaspora pour catalyser les investissements privés et l'entrepreneuriat pour une résilience renforcée (SDE4R) ». Une initiative soutenue par l'OIM et la BAD, dans un cadre structuré. Car derrière cette rencontre se cache une réalité simple. Le pays dispose d'une force

Comment canaliser les investissements de la diaspora vers des secteurs porteurs ? Comment accompagner l'envie d'entreprendre depuis l'étranger ? Comment transformer l'attachement au pays en projets concrets ? Les chiffres parlent avec éloquence. « Près d'un



Photo de famille des différents acteurs impliqués

Autour d'une table, experts et décideurs travaillent à transformer les conclusions du diagnostic réalisé sur l'engagement de la diaspora en orientations stratégiques cohérentes et opérationnelles. Derrière cette formule, une idée simple : faire de la diaspora un acteur structuré de l'investissement privé et de l'entrepreneuriat national. Les travaux, qui s'achèvent ce vendredi 6 février,

économique à distance ; des compétences, des réseaux et des capitaux, encore peu organisés et parfois dispersés. La volonté du gouvernement est de tirer pleinement parti des compétences et des ressources des Togolais vivant à l'extérieur. Cela suppose des outils, des incitations et un environnement de confiance. Les discussions portent sur la méthode.

million de Togolais ont été recensés à l'extérieur en 2022 ». Un vivier considérable qui constitue un potentiel économique majeur. À Kpalimé, il est question d'une stratégie nationale qui est en gestation. Elle pourrait redéfinir, durablement, la place de la diaspora dans le développement du Togo.

Edy Alley

Inclusion sociale au Togo

Réduire la vulnérabilité pour lutter contre la pauvreté

La vulnérabilité affaiblit la capacité d'action des populations. Qu'elle soit liée à la maladie, à l'âge, à l'environnement ou au handicap, elle favorise l'enracinement de la pauvreté et l'inégalité sociale. Le Togo, porté par l'engagement de devenir un pays émergent à l'horizon 2030, a pris une batterie d'initiatives pour réduire la vulnérabilité de sa population. Retour à travers ce dossier sur les engagements et initiatives du gouvernement.

Souvent, la vulnérabilité de la population se manifeste par l'incapacité d'un individu ou groupe de personnes à protéger leur propre intérêt et à

ou des désavantages en raison de facteurs sociaux, économiques, géographiques ou physiques, les couches vulnérables constituent

Caisse de retraite du Togo (CRT) est mise à contribution pour une meilleure protection sociale des vieillards, retraités, orphelins et veufs du pays. Dans une période où le gouvernement travaille à l'élargissement de l'assurance maladie universelle (AMU), cet accompagnement se voit renforcé ces dernières années avec un accent

au second trimestre, avec 13,2 milliards versés en prestations, portant le total semestriel à plus de 26,2 milliards de francs CFA, tandis que les recettes ont atteint 24,5 milliards, laissant apparaître un déficit d'environ 1,7 milliard de francs.

Cette évolution souligne la pression croissante sur les finances de la CRT, malgré une collecte de cotisations de 23,9 milliards, représentant plus de 97 % des entrées totales.

Les produits financiers issus des placements et revenus d'actifs se chiffrent à 450 millions, tandis que les autres produits (subventions, remboursements ou produits exceptionnels) rapportent 220 millions de francs CFA. Le nombre de bénéficiaires a également augmenté, avec 41 775 personnes ayant perçu des prestations au cours du premier semestre 2025, dont 27 991 retraités, 7 287 veuves et 6 206 orphelins.

Une enveloppe sociale en hausse

Les prestations sociales versées reflètent la priorité donnée aux retraités, qui constituent la majorité des bénéficiaires. Les pensions de veuvage ont concerné 7 287 personnes et les allocations temporaires pour orphelins 6 206.

À ces décaissements s'ajoutent plus d'un milliard de francs consacrés aux prestations familiales et 22 millions aux rentes d'invalidité. La distribution trimestrielle montre une progression continue, confirmant l'engagement de l'institution à soutenir les catégories les plus vulnérables de la population. Le nombre de bénéficiaires continue de croître, confirmant l'importance et l'impact des prestations sociales sur la population.

Au second semestre,

la CRT a poursuivi la distribution des pensions de veuvage, des allocations pour orphelins et des autres prestations, garantissant le suivi régulier de plus de 41 000 bénéficiaires. Ce regain d'accompagnement des couches vulnérables que sont les veufs, les retraités et les orphelins traduit l'engagement du Togo d'assurer une meilleure protection sociale à ces couches.

Dans ce même élan, celui de ne laisser personne pour compte, les personnes handicapées font également l'objet d'une attention particulière. Longtemps marginalisées, elles bénéficient aujourd'hui de dispositifs concrets grâce à la politique publique visant à renforcer leur autonomie économique et leur participation active à la vie professionnelle. Des initiatives récentes démontrent que l'inclusion devient progressivement une réalité, faisant de l'accès au travail un levier déterminant du développement national.

Suivre pour mieux agir

Le 5^e Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) de 2022 révèle que 10,73 % de la population togolaise vit avec un handicap, soit environ 866 219 personnes. Cette proportion, en forte progression par rapport au 1,6 % recensé en 2010, traduit non seulement une meilleure identification statistique des personnes handicapées, mais également la nécessité d'une politique d'insertion professionnelle ambitieuse et adaptée.

Depuis la ratification de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées en 2011, le gouvernement a inscrit l'inclusion des personnes handicapées parmi ses priorités nationales. La Feuille de route gouvernementale 2020-



Faure Gnassingbé remettant un appui financier aux femmes

faire face à des risques. Et cette incapacité pourrait résulter de facteurs structurels (âge, santé) ou conjoncturels (environnement ou précarité).

De ce qui précède, il ressort donc que la vulnérabilité peut provenir d'un état personnel ou d'une situation déstabilisante. Face à cette situation qui porte en elle les germes de la fragilité sociale, économique et territoriale, le Togo a donc décidé de faire de la lutte contre la vulnérabilité une priorité dans l'action publique. Et ce, à travers la valorisation de l'approche solidaire tournée vers la protection des personnes les plus exposées.

Prioriser les couches vulnérables

Désignant de façon générale un groupe de personnes particulièrement exposées à des préjudices, des discriminations

une frange de la population togolaise.

Ces groupes, qui ont souvent pour particularité l'accès limité aux ressources et aux opportunités, et nécessitent une protection et un soutien spécifiques pour garantir leur bien-être et leur participation égale à la société, pourraient cependant contribuer au développement.

Conscient des difficultés auxquelles les populations vulnérables sont confrontées, le Togo, avec l'objectif de devenir un pays émergent à l'horizon 2030, s'est donc engagé à leur offrir un mieux-être. Que ce soit au niveau de l'accompagnement financier ou des mesures de protection sociale, tous les leviers sont actionnés pour faire de cette couche un moteur de développement et non un fardeau.

Dans cette logique, la

particulier sur la protection sociale et sanitaire.

Selon le rapport semestriel de la CRT, plus de 26,2 milliards de francs CFA ont été distribués en prestations sociales au cours des six premiers mois de l'année 2025. Si ce montant dépasse les recettes collectées, il traduit surtout un soutien croissant aux retraités, veufs et orphelins du pays. Derrière ce chiffre se cache une réalité sociale et économique importante : près de 42 000 bénéficiaires ont reçu des pensions et allocations, marquant une progression par rapport aux périodes précédentes.

Au premier trimestre de la même année, la CRT a versé plus de 12,96 milliards de francs en prestations sociales, contre des recettes globales de 11,97 milliards, soit un déficit technique d'environ un milliard. Cette tendance s'est poursuivie

2025 constitue un cadre stratégique solide, visant à faciliter l'accès au travail et à renforcer l'autonomie économique des

En soutenant l'entrepreneuriat local, l'insertion professionnelle des jeunes et l'accès des femmes aux opportunités de la Famille et de la Protection de l'enfance ont touché 204 720 bénéficiaires, dont 60 % sont des femmes.



Deux femmes dans un marché

personnes handicapées, tout en promouvant une société plus juste et équitable.

D'autres initiatives en appui

L'accès aux services essentiels, la résilience économique, la dignité humaine, les programmes de filets sociaux et d'autres initiatives de soutien aux revenus constituent aujourd'hui des instruments centraux de la politique mise en œuvre au Togo pour réduire la vulnérabilité.

Ils permettent d'amortir les chocs, de réduire l'extrême pauvreté et d'offrir aux bénéficiaires une capacité minimale de projection vers l'avenir.

Cette action est complétée par des efforts soutenus dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la nutrition, afin de traiter les vulnérabilités à la racine. La lutte contre les vulnérabilités passe également par l'autonomisation.

économiques, le Togo s'attaque aux causes structurelles de la précarité.

Des actions sociales

Un montant de 1,8 milliard de francs a été dépensé

L'investissement global comprend 950 millions de francs CFA mobilisés sur ressources propres de l'État et 861 millions de francs CFA apportés par les partenaires techniques et financiers.

Plateaux (33 533), de la région de la Kara (32 517), de la Centrale (28 310), des Savanes (24 779) et de la Maritime (19 937). La lutte contre les vulnérabilités a concerné plus exactement 150 916 personnes. Parmi ces bénéficiaires, 83 677 personnes sont des femmes. Les actions ont porté sur la prise en charge, la formation et l'insertion socioprofessionnelle, indique le bilan.

Mais en dépit des efforts, la lutte contre la vulnérabilité reste toujours confrontée à d'importants défis.

De la nécessité de relever les défis

Les difficultés auxquelles les couches vulnérables sont confrontées sont légion. Ces dernières sont relatives à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire, au manque d'accès aux services de base comme les soins et l'éducation, et à la persistance de

et les défis sécuritaires, affectant leur économie, leurs moyens de subsistance et leur bien-être général.

Face à ces difficultés, le gouvernement met en œuvre des programmes de transferts monétaires ciblés et d'aide humaine. Parallèlement, des initiatives d'autonomisation économique sont promues pour renforcer la résilience des jeunes et des femmes par des formations professionnelles.

En faisant de la lutte contre les vulnérabilités un axe majeur de sa stratégie de développement, le Togo affirme sa vision profondément humaine du progrès. Une vision où la solidarité n'est pas un slogan, mais une pratique continue, au service de la cohésion nationale et d'un avenir partagé, plus juste et plus résilient, qui puisse



Des kits alimentaires du gouvernement pour les communautés

en 2025 pour réduire les vulnérabilités. Les réalisations du ministère des Solidarités, du Genre,

Le Grand Lomé est la zone la plus couverte avec 65 642 personnes touchées, suivie des

pratiques néfastes. Elles sont également touchées par les impacts du changement climatique

satisfaire tout le monde.

Caleb Akponou

My

CORIS BANK

La BANQUE à

PORTÉE de MAIN.

Disponible gratuitement sur

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE RICHELIEU
NO: 765-12-009666-242

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre de la famille / Divorce)

MARIE CLAIRE BASSENE

Demanderesse

-c.-

MARC TEK0

Défendeur

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION
(Article 136 & 137 C.p.c.)

SECTION I – AVIS

AVIS EST DONNÉ À MARC TEK0 DE SE PRÉSENTER AU GREFFE DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC, DISTRICT DE RICHELIEU, situé au 109, rue Saint-Charles, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 2C2, dans les trente (30) jours suivant la publication du présent avis dans le journal « Togo Matin », afin de recevoir la Demande introductive d'instance en divorce déposée contre lui.

Vous devez répondre à cette demande dans le délai indiqué à l'avis d'assignation qui l'accompagne, à défaut de quoi un jugement par défaut pourra être rendu contre vous, sans autre avis, et vous pourriez être condamné aux frais de justice

SECTION II - INFORMATIONS RELATIVES À LA PUBLICATION

Le présent avis est publié en vertu d'une ordonnance judiciaire rendue par l'honorable Jérôme Frappier, J.C.S., de la Cour supérieure du Québec, district de Richelieu, le 19 décembre 2025, dans le dossier portant le numéro 765-12-009666-242.

Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances l'exigent

La Demande introductive d'instance en divorce a été déposée devant la Cour supérieure du Québec, au Palais de justice de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Une copie de ladite demande est déposée au greffe du tribunal à l'attention de MARC TEK0.

À défaut pour le défendeur de comparaître dans le délai imparti, un jugement par défaut pourra être rendu contre lui, sans autre avis, à l'expiration du délai fixé.

SECTION III - INFORMATIONS FINALES

Fait à Montréal, le 29 janvier 2026.

Brownstein, Brownstein & Associés

BROWNSTEIN, BROWNSTEIN & ASSOCIÉS

Procureurs de la demanderesse

Méditation

Une femme est venue voir son gynécologue.

- Docteur j'ai un sérieux problème et j'ai besoin de votre aide ! Mon bébé n'a pas encore un an et je suis encore enceinte. Je ne veux pas d'autre enfant.

Le docteur dit:

- En quoi puis-je vous aider madame ?

- Je veux avorter !

Après avoir réfléchi pendant quelques instants, le docteur dit:

- Écoute, j'ai une idée qui me semble mieux et c'est aussi moins risqué.

La femme sourit.

Alors le docteur continue :

- Regardez bien, pour que vous n'ayez pas à prendre soin de deux bébés à la fois, nous allons tuer celui qui est dans vos bras. Ainsi, vous pourrez vous reposer jusqu'à ce que l'autre naisse. Puisque nous allons tuer un de vos enfants, peu importe lequel. Ils disent que les enfants sont tous égaux pour leur mère. N'est - ce pas ? Et en plus, votre vie ne risque pas de prendre des mesures chirurgicales si vous choisissez celui là pour tuer.

La femme était horrifiée par les mots du docteur et lui dit :

- Quelle horreur vous me proposez !

Tuer un enfant est un crime !

Le docteur lui répond :

- Je suis d'accord. Mais je pensais que ce n'était pas un problème pour vous. Je suggère juste que vous changiez le fils qui sera tué.

Vu le visage de la femme, le docteur a vu qu'il avait réussi à clarifier son point de vue. Et il l'a convaincu qu'il n'y a pas de différence entre tuer un enfant qui est dans les bras ou celui qui est dans le ventre. Le crime est le même.

Tu sais depuis quand Dieu t'aime ? Depuis le ventre de ta mère. Alors, Partage pour dénoncer les crimes des femmes qui avortent.

Photo du jour



Légendez et commentez le photo ci-dessus

Afrique/Télécommunication

Ce qu’il faut savoir sur le Conseil africain sur l’IA

Cina Lawson, ministre de l'Efficacité du service public et de la Transformation numérique a été nommée au Conseil africain sur l'intelligence artificielle (IA) en novembre 2025. Ce nouvel organe de l'Alliance pour une Afrique intelligente se veut un soutien déterminant pour le développement numérique sur le continent.

(UIT), réunit 15 experts et dirigeants issus de divers secteurs. Sa mission est d'orienter le déploiement des technologies, notamment l'intelligence artificielle, et de promouvoir un usage responsable et inclusif. Les membres sont élus pour un mandat d'un an et se réunissent au moins

transformation numérique. Au Togo, elle a piloté plusieurs réformes dans les secteurs public et numérique, améliorant l'efficacité des services et la numérisation de l'administration. Pour sa première année, sept ministres africains du numérique ou des

A propos de la Stratégie continentale de l'Union africaine sur l'intelligence artificielle. Adoptée en juillet 2024, la stratégie continentale de l'Union africaine sur l'intelligence artificielle, vise à positionner l'Afrique comme un acteur majeur de l'économie numérique mondiale en s'appuyant sur une approche afro-centrée et inclusive. Voici les points clés de cette stratégie :

Vision et objectifs

La stratégie a pour ambition de transformer l'IA en levier de croissance économique, avec un potentiel estimé à 1 200 milliards de dollars pour le continent d'ici 2030. Elle repose sur 15 objectifs stratégiques à réaliser sur une période de cinq ans (2025-2030).

Les 5 piliers prioritaires

- L'action de l'UA se concentre sur cinq domaines d'intervention majeurs :
- Exploiter les bénéfices : Prioriser l'IA dans des secteurs critiques comme l'agriculture (sécurité alimentaire), la santé (détection précoce des maladies) et l'éducation.
 - Renforcer les capacités : Investir dans la formation des jeunes et le développement des talents locaux pour créer des emplois.
 - Minimiser les risques : Lutter contre les biais algorithmiques, la désinformation et garantir le respect de la vie privée.
 - Stimuler l'investissement : Favoriser un écosystème de startups dynamique, notamment via la proposition d'un Fonds africain pour l'IA doté de 60 milliards de dollars.
 - Favoriser la coopération : Harmoniser les réglementations entre les États membres pour faciliter le partage transfrontalier des données.

Affo-Djele Alarba



Le Conseil africain sur l'IA, placé sous la supervision de la Commission de l'Union africaine et de l'Union internationale des télécommunications

trois fois par an. Membre du Conseil depuis novembre 2025, le ministre Cina Lawson est chargée d'apporter son expérience en matière de

télécommunications siègent au Conseil, représentant l'Algérie, le Tchad, le Kenya, le Nigéria, le Rwanda, le Togo et le Zimbabwe.

Sécurité

Du matériel logistique pour une Police plus réactive

Le parc automobile de la Police nationale togolaise a été renouvelé par le gouvernement en fin du mois de janvier 2026. Le ministre de la Sécurité, le colonel Calixte Batossie Madjoulba a procédé à la remise de ces moyens logistiques au directeur général de la police nationale, Akatao Babarime, au cours d'une cérémonie solennelle, au siège de la Police nationale entièrement rénové.



La cérémonie qui a eu lieu le samedi 31 janvier 2026 à la direction générale de la police nationale (DGPN), a été présidée par le colonel Calixte Batossie Madjoulba, ministre de la Sécurité, entouré du haut commandement policier et de figures de la société

civile. L'enjeu dépassait le simple protocole : il s'agissait de mettre en scène la modernisation d'une police confrontée à des défis sécuritaires croissants. Le point d'orgue de cette

rencontre fut l'alignement sur le bitume de la direction, de quatorze véhicules pick-up neufs. En effet, ces moyens de transport, remis au commissaire divisionnaire Akatao Babarime, directeur général

de la police, ne sont pas qu'un simple renouvellement de parc. Ils représentent, pour les autorités, le levier indispensable pour une « réactivité » accumulée sur le terrain. Dans un pays où la sécurité

urbaine et la surveillance du territoire sont des priorités de l'exécutif, cette dotation vise aussi à réduire les temps d'intervention et à marquer une présence plus visible de l'État.

La rédaction

Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir la possibilité de gagner 200% de bonus et des smartphones

yas.tg #Alèz

250F 250Mo +100F 375Mo

*909*250# 1jour

CAN 2025

Des supporters sénégalais détenus au Maroc en grève de faim

Bien que terminée depuis le 18 janvier 2026, la Coupe d'Afrique des nations (CAN Maroc 2025) continue d'alimenter les tensions diplomatiques. Dix-huit (18) supporters sénégalais détenus depuis la finale ayant opposé le Sénégal au pays hôte le Maroc, ont entamé vendredi 6 février 2025, une grève de la faim.



Image des supporters sénégalais

Poursuivis pour « hooliganisme » et détenus au Maroc depuis la finale de la CAN, 18 supporters sénégalais ont annoncé vendredi entamer une grève de la faim,

rapporte l'équipe.fr. Ils se plaignent de ne pas savoir ce qui leur est reproché et de ne pas être interrogés dans leur langue, le wolof. Ils ont indiqué attendre « depuis le 18 janvier de savoir ce qui leur est reproché », se plaignant d'avoir été

« Étant donné qu'ils nous refusent notre droit à la justice, nous avons décidé à partir d'aujourd'hui (vendredi) de commencer un jeûne continu dans la prière et le recueillement, jusqu'au jour où la justice marocaine nous donnera la chance de nous exprimer », ont-ils précisé.

Ces supporters sont poursuivis pour « hooliganisme », une accusation incluant des actes de violence notamment contre les forces de l'ordre, la dégradation d'équipements sportifs ainsi que des jets de projectiles.

Des sanctions après la finale

Après cette finale de la CAN 2025, qui a opposé le Maroc au Sénégal, la Confédération africaine de football (CAF) a prononcé plusieurs sanctions disciplinaires contre les

deux pays. La Fédération sénégalaise a écopé de plusieurs amendes, dont le montant total cumule à 513 000 euros. De même, le sélectionneur Pape Thiaw et les joueurs Ismaïla Sarr et Iliman Ndiaye ont tous été sanctionnés pour avoir quitté le terrain face au Maroc pour protester contre des décisions arbitrales.

Particulièrement, le sélectionneur Thiaw a écopé de cinq (5) matchs de suspension et d'une amende de 83 000 euros.

Côté marocain, la Fédération royale marocaine de football (FRMF) a été sanctionnée d'une amende de 200 000 dollars, soit 167 000 euros, pour le comportement des ramasseurs de balles pour avoir dérobé la serviette du gardien sénégalais. 100 000 dollars supplémentaires,

soit 84 700 euros, ont été infligés par la CAF au Maroc, pour l'attitude jugée inappropriée de joueurs et membres du staff, accusés d'avoir envahi la zone d'examen de la VAR et entravé le travail de l'arbitre.

À ces sanctions s'ajoutent 15 000 dollars, soit environ 12 700 euros, pour utilisation de lasers par des supporters. Sur le plan individuel, le défenseur du Paris SG Achraf Hakimi a été suspendu pour deux matches, dont un ferme, tandis que le milieu Ismaël Saïbari (PSV Eindhoven) a été condamné à trois matches de suspension.

Si le Sénégal n'entend pas faire recours, le Maroc, qui juge les sanctions à son encontre non conformes, entend faire recours.

Caleb Akponou

Football féminin

Fin du championnat national de première division

Après six (6) mois de compétition, les rideaux sont tombés dimanche 8 février 2026 sur la saison 2024-2025 de la D1 féminine. La grande finale a opposé dimanche, au stade municipal d'Atakpamé, l'Association sportive de la Kozah (Askö de Kara) et l'Association sportive de l'Office togolais des recettes (AS OTR) de Lomé.

De report en report avant de commencer finalement, le 3 août 2025, le championnat féminin de football de première division s'est étalé sur une période de six (6) mois avec quatorze (14) clubs en lice. Réparti en deux (2) poules de sept (7) équipes, le championnat a permis de dégager les deux grands finalistes que sont ASKO de Kara et l'AS OTR.

Pour Askö féminine qui a éliminé l'US Amou en demi-finale, cette finale est l'occasion de prendre sa revanche sur l'AS OTR qui l'avait battue en finale de la saison 2022-2023 sur un score de deux (2) buts à zéro (0). Mais en face, l'As OTR n'a d'autres objectifs que de rééditer l'exploit.

Durant le championnat proprement dit, l'AS OTR,

leader de la poule A, a confirmé sa régularité et sa solidité. Dans la poule B, l'AS OTR a une fois démontré sa capacité à élever son niveau de jeu.

Quid du palmarès des deux équipes ?

L'AS OTR est considérée comme l'une des équipes féminines les plus dominantes du Togo. Elle a remporté le championnat national de football féminin (D1) à plusieurs reprises, confirmant régulièrement son statut de prétendante au titre, notamment à la saison 2024-2025.

Quant à son adversaire, l'ASKO de Kara, il a été sacré champion du Togo pour la première fois de son histoire à l'issue de la saison 2023-2024. Les joueuses ont remporté le titre lors des play-offs de la D1 féminine, se distinguant notamment face à l'Entente II de Lomé, confirmant leur suprématie pour la saison 2024.

Quel est l'objectif de la D1 féminine ?

Instauré depuis des années, le championnat de D1 féminine vise à promouvoir,

structurer et développer le football féminin et à offrir une plateforme compétitive pour couronner le champion national.

aux équipes de se qualifier pour des compétitions continentales. Ce faisant, le championnat national permet de qualifier les

africaine de football (CAF). Le championnat se présente comme le moteur de la croissance du football féminin, visant à l'élever



Une action de la D1 féminine saison 2024-2025

Au-delà, il permet de professionnaliser les clubs, de valoriser les talents locaux et de permettre

deux meilleures équipes respectivement pour la Ligue des champions et la Coupe de la Confédération

au plus haut niveau de compétitivité.

Caleb Akponou

Le Togo, 2^e fournisseur du Cameroun au 2^e trimestre 2025, grâce aux huiles de pétrole

Au deuxième trimestre 2025, le Togo était le deuxième fournisseur du Cameroun en valeur des importations, porté par un volume de 162,7 milliards de FCFA de produits pétroliers, selon les données du Conseil national des chargeurs du Cameroun partagées par Investir au Cameroun.

Cette performance, qui rappelle l'importance du corridor togolais dans l'approvisionnement énergétique régional, s'inscrit du reste dans une dynamique historique. Le pays figure régulièrement dans le top 3 des

fournisseurs de ses voisins, notamment d'Afrique centrale, grâce à ses activités de transbordement et de réexportation depuis le Port de Lomé. C'était le cas en 2020, par exemple, où le Togo était déjà premier fournisseur africain du

Cameroun, principalement à travers des carburants et lubrifiants transbordés. De même, en 2022, le Togo a été le premier fournisseur africain du Gabon, avec des exportations de biens d'une valeur de 41,6 milliards de FCFA, selon les données douanières locales. Le Togo continue d'ailleurs à miser sur ses

atouts géographiques et logistiques pour attirer davantage de courants commerciaux. Les investissements en cours, notamment le dragage du chenal du port pour accueillir des navires plus grands, doivent renforcer encore la position de Lomé comme hub régional.

Togo First

Togo

31 nouveaux officiers diplômés de l'Efogat

L'École de formation des officiers des Forces armées togolaises (Efogat) a certifié le vendredi 6 février une nouvelle promotion d'officiers au profit des forces de défense. Ils sont en tout 31 officiers stagiaires issus de différentes unités des Forces armées togolaises (FAT), dont un personnel militaire féminin, à avoir achevé avec succès le Cours des commandants d'unité élémentaire (CCUE), à l'issue d'un parcours de formation de sept mois.



Conçu pour renforcer les capacités de commandement et les compétences tactiques, le

CCUE prépare les officiers à conduire efficacement une unité élémentaire en

environnement interarmes. La formation a combiné enseignements théoriques

et mises en situation pratique, notamment au Centre d'entraînement aux techniques de tir opérationnelles et de combat (CETTOC), ainsi qu'à travers une immersion opérationnelle dans le cadre de l'Opération Koundjoaré. « La formation demeure le socle de l'efficacité et de la cohésion de nos Forces armées. Les officiers qui achèvent aujourd'hui le CCUE sont appelés à exercer leur commandement avec

rigueur, loyauté et sens du devoir, au service de la Nation », a souligné le Commandant de la deuxième région militaire, le Colonel Malibada Gnassingbé, représentant le Chef d'État-Major Général des FAT.

Pour rappel, l'Efogat, qui a célébré ses 30 ans l'an dernier, a pour mission de former les chefs militaires togolais et étrangers.

République Togolaise

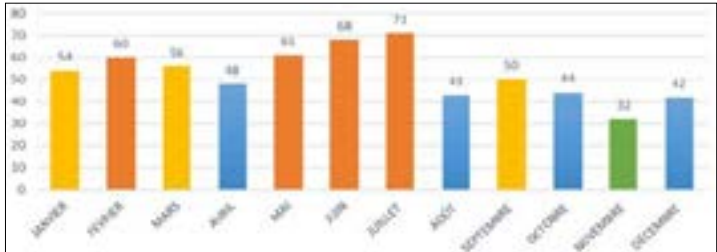
Sécurité humaine au Togo

Le rapport 2025 de WANEP-Togo souligne des progrès malgré des défis persistants

Le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix au Togo, WANEP-Togo, a rendu public mercredi 4 février 2026 à Lomé, son rapport sécuritaire annuel 2025. Fondé sur les données du Système National d'Alerte Précoce (NEWS-Togo), le document dresse un état des lieux nuancé de la situation sécuritaire nationale, dans un contexte marqué à la fois par des avancées mesurables et des vulnérabilités persistantes.

Au total, 629 incidents ont été recensés sur l'ensemble du territoire en 2025, soit une hausse de 40 % par rapport à 2024. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des incidents liés à la démocratie et à la gouvernance, qui totalisent 424 cas signalés, ainsi que par les violences basées sur le genre, 108 cas, et les risques environnementaux et sanitaires, 52 cas. Les périodes électorales et certains événements sociopolitiques ont contribué à des pics d'incidents, notamment entre février et juillet, relève l'organisation. En parallèle, le rapport met en évidence des évolutions jugées encourageantes. Le nombre de décès liés aux incidents sécuritaires

a reculé de plus de 36 %, passant de 245 en 2024 à 157 en 2025. Par ailleurs, les incidents liés au crime organisé et à l'extrémisme violent ont diminué de près de moitié, passant de 87 à 45 cas. Sur ce point, WANEP-Togo attribue ces résultats au renforcement des capacités des Forces de défense et de sécurité, à l'amélioration des dispositifs de signalement et à une implication accrue des communautés locales. Les défis demeurent



toutefois importants. Le nord du pays reste exposé aux menaces liées aux incursions armées, tandis que les violences sexuelles, les disparitions de personnes, les accidents de la route et les conflits locaux continuent de peser sur la sécurité humaine. La région des Savanes, en particulier les préfectures de Kpendjal et de Kpendjal-

Ouest, est identifiée comme une zone de risque élevé, sur fond de défis sécuritaires persistants. Face à la persistance de la menace djihadiste à la frontière septentrionale, les autorités publiques mobilisent diverses initiatives et projets, aux côtés de partenaires techniques et financiers, pour renforcer la résilience

des populations. La réponse n'étant pas uniquement militaire, le gouvernement a déployé un « bouclier social » chiffré à plusieurs milliards de francs CFA. Cette stratégie passe notamment par le Programme d'Urgence de Renforcement de la Résilience dans la région des Savanes (PURS), ainsi que par le projet COSO (Cohésion Sociale des Régions Nord du Golfe de Guinée), financé par la Banque mondiale. Doté d'un financement total porté à 83 millions de dollars, soit environ 50 milliards de FCFA, après une rallonge dédiée à la gestion des réfugiés,

ce projet vise à réduire les fractures sociales dans les zones exposées.

Pour rappel, WANEP-Togo est la branche nationale du Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix, une organisation de la société civile dédiée à la prévention et à la résolution des conflits dans la sous-région. Elle œuvre notamment pour la stabilité politique et sociale à travers des mécanismes d'alerte précoce, la médiation et le renforcement des capacités des acteurs locaux et des femmes.

Togo First



Sécurisé. Rapide. Toujours avec vous

Votre partenaire de confiance en Mobile Money

Télécharge la Super App
Mixx Togo



ou tapez le

***145#**



IB Bank Togo
Banque émettrice

